Chercheuses... en migrations ?

Echanges d'expériences

Anna Weirich et Marie Leroy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2806>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2806

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2014

Pagination : 83-90

ISBN : 978-2-919040-27-8

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Anna Weirich et Marie Leroy, « Chercheuses... en migrations ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1306 | 2014, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2806> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2806

CHERCHEURES... EN MIGRATION ? ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES

par ANNA WEIRICH, *doctorante en sociolinguistique, Institut de philologie romane, université Goethe (Francfort-sur-le-Main)*, et MARIE LEROY, *doctorante en sociolinguistique et didactique des langues, Institut de philologie romane, université Goethe (Francfort-sur-le-Main)*, PREFics-DYNADIV, *université François-Rabelais (Tours)*.

La recherche sur les migrations ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les conditions de son exercice. À travers l'échange d'emails suivant, deux chercheures, enquêtant respectivement au Tyrol du Sud et en Moldavie, s'interrogent sur leur légitimité et leur place dans une société où elles ne sont que de passage.

La recherche sur les migrations ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les conditions de son exercice. Cette exigence conduit le/la chercheur(e) à interroger sa position politique et scientifique au sein du groupe social dans lequel il/elle mène son étude. À travers l'échange d'emails suivant, deux chercheures, enquêtant respectivement au Tyrol du Sud et en Moldavie, s'interrogent sur leur légitimité et leur place dans une société où elles ne sont que de passage.

Marie Leroy et Anna Weirich sont collègues à l'Institut de philologie romane de l'université Goethe à Francfort-sur-le-Main depuis octobre 2013, elles sont tout de suite devenues amies. Les recherches

d'Anna portent sur le plurilinguisme et le marché du travail en République de Moldavie et celles de Marie sur les dynamiques de minorisation et sur les représentations du plurilinguisme au Tyrol du Sud. Pour toutes les deux, la migration participe de leur recherche comme objet et comme expérience vécue.

Elles livrent ici une réflexion sur la place et la légitimité de chercheures en situation d'altérité, c'est-à-dire sur la nécessaire réflexivité des chercheur(e)s écrivant autour de questions de migration. En quoi la migration des chercheur(e)s diffère-t-elle des migrations décrites par la recherche ? En quoi le fait de migrer aide-t-il le/la chercheur(e) à comprendre les

conditions socio-politiques et économiques des migrant(e)s ? “*Le sujet, et donc nous-même, se construit en discours et en parole*”¹. Cette réflexion, nécessairement personnelle, cette auto-critique permanente de nous-mêmes et de notre science², nécessite d’autres formes et genres d’écriture scientifique. L’échange de mails offre un type d’écriture en migration, une mise en abîme sur et par la rencontre de subjectivités.

Anna ► Marie

“Chère Marie,
Je viens d’arriver à Chişinău, je suis heureuse de revoir beaucoup de gens qui me sont chers. Je suis descendue dans mon hôtel préféré, l’hôtel Cosmos. Aujourd’hui, j’ai réalisé que depuis un certain temps, mon attitude envers les séjours ‘à l’étranger’ a énormément changé. Je connais bien cette ville où j’ai vécu six mois, j’y ai beaucoup d’ami(e)s et, pourtant, je loge à l’hôtel. Il y a un certain temps encore, le fait de ne pas trouver d’autre solution d’hébergement aurait signifié pour moi un échec d’intégration. Je resterai toujours étrangère en Moldavie, et ce indépendamment de la chaleur de l’accueil que l’on me réserve et de mes amitiés et connaissances sur place... Étrangère, ça veut dire, dans mon cas, que j’ai à composer avec une discrimination positive³, pratiquement sans exception. Ce qui a changé, c’est que j’ai accepté ce rôle – et les privilèges⁴ qui y sont attachés (dont, par exemple, celui que mes frais d’hôtel soient pris en charge par un fonds de recherche).”

Marie ► Anna

“Pour moi aussi, être étrangère dans le contexte du Tyrol du Sud se traduisait le plus souvent par une discrimination positive. Ma situation était bien différente de la tienne car j’habitais sur place tout au long de l’année. Je n’y étais pas moins étrangère. Mon rôle d’apprentie chercheuse était assez secondaire au début. Je glanais des informations ici et là sans vraiment avoir conscience qu’elles me serviraient pour mes recherches. Il s’agissait de comprendre l’environnement dans lequel je vivais. Un nouveau chez moi d’où je n’étais pas. Étrangère, migrante, en migration ? Quelle appellation donner à cette nouvelle condition ? Quoi qu’il en soit, je me sentais d’ailleurs’, un ailleurs que je mobilisais volontiers lors des entretiens. Ma situation allochtone m’était rappelée lors de l’évocation dans les conversations quotidiennes des relations entre les locuteurs/locutrices italophones et germanophones, les “autochtones”⁵. Les étranger(e)s, migrant(e)s, les nouvelles minorités sont ici comme ailleurs presque toujours définis par le dénominateur commun d’expériences migratoires contraintes. Mais de quelles contraintes s’agit-il ? En quoi étais-je ou non aussi migrante ? Je sentais bien qu’il n’était pas acceptable que je me définisse comme migrante, et pourquoi donc ? J’étais une Française, de Paris, ce qui était relativement exotique et générait une bienveillance presque automatique. Mon origine, mon accent, mais aussi mes erreurs en allemand et en italien renversaient parfois les équilibres de l’entretien, donnant assez facilement à mon

1. Claudine Moise, “De l’arrière à l’avant-scène ou de l’intérêt de la réflexivité en sociolinguistique”, in Didier de Robillard (dir.), *Sociolinguistique et réflexivité. Vers un paradigme réflexif et herméneutique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 185. 2. Roger Behrens, “Wir Kulturindustrie-Angestellte”, in *Jungle World*, vol. 31, n° 13, 2011. 3. Dans le système du racisme structurel, nous entendons par “discrimination positive” le fait d’être vu(e) et traité(e) comme “différent(e)”, sans que cela soit un désavantage – mais au contraire nous apporte des avantages. Le terme est important pour réfléchir sur notre rôle comme chercheuses venues d’ailleurs. Alors que dans notre environnement propre, nous profitons du privilège d’invisibilité car nous correspondons à la norme, nous sommes considérées au Tyrol de Sud ou en Moldavie comme différentes, sans que cela engendre une situation d’infériorité. Nous ne nous référons pas ici à l’expression “discrimination positive” entendue dans le sens de l’affirmative action. 4. J’emploie le terme “privilège” dans le sens des théories de la “blanchité” et du racisme structurel : alors qu’on parle souvent de discriminations, on passe sous silence son pendant, à savoir celui de l’avantage. Je nomme donc “privilège” le fait de ne pas subir une discrimination et d’en tirer profit. Voir Horia Kebaza, “L’universel lave-t-il plus blanc ?” “Race”, racisme et système de privilèges”, in *Les Cahiers du CEDREF*, n° 14, 2006, pp. 145-172 ; Ségolène Roy, “L’autre versant du racisme : le privilège blanc”, in *Médiapart*, “le blog de Ségolène Roy”, 5 mars 2014. 5. La province autonome du Tyrol du Sud/Haut-Adige se situe dans le nord de l’Italie, aux confins avec l’Autriche. L’allemand, l’italien et le ladin (une langue réto-romane parlée dans plusieurs vallées des Dolomites) ont le statut de langues officielles et la population est tenue de déclarer son appartenance à l’un des trois groupes linguistiques.

© HENRI BOKILO-BOURSIER, 2014

interlocuteur(trice) le rôle d'expert, mais créant également des affinités avec 'les autres d'ailleurs'. Le fait de me considérer moi-même en migration a changé ma perspective et mon positionnement de recherche. Je n'étais plus seulement une observatrice extérieure, j'étais aussi impliquée et en mouvement dans le champ de mes observations."

Anna ► Marie

"J'ai reçu le courriel de ma collègue Tina qui mène des recherches sur la situation socio-économique des Moldaves en Suisse. Nous nous sommes écrit à plusieurs reprises, et maintenant elle m'envoie sa thèse de master qui comporte une analyse post-coloniale de la situation des travailleurs moldaves dans l'agriculture suisse⁶.

Tina cite ce passage tiré d'une brochure sur la migration : *'Personne n'émigre par plaisir – c'est un fait assez simple que beaucoup tentent de cacher. Si une personne quitte son environnement, sa famille de son plein gré, elle ne sera pas migrante mais touriste ou voyageuse. La migration est un mouvement forcé, une errance à la recherche de meilleures conditions de vie. À cause des guerres, des coups d'État, des catastrophes écologiques, de la famine ou simplement en raison du fonctionnement normal de la production industrielle (destruction des terres et des forêts, licenciements massifs, etc.), il y a actuellement plus de 150 millions d'étrangers dans le monde. Dans une spirale que chaque distinction entre 'évacués', 'immigrés', 'exilés', 'demandeurs d'asile', 'réfugiés' ou 'survivants' rend plus hypocrite, tous ces aspects forment une mosaïque de l'oppression et de la misère et sont les conséquences de l'exploitation, elle-même à la source de souffrances et de déracinements'*. L'aspect

6. Tina Bopp, "Frontera perversa, agricultura fracturada. Sozioökonomische Kartographien und (neu)koloniale Verflechtungsgeschichten in der Landwirtschaft", mémoire de master en études de genre et sociologie à l'université de Bâle (Suisse), 2013.

qui m'a frappé ici n'est pas celui que Tina a relevé : les auteurs ne prennent pas en compte les processus d'autonomisation inhérents aux migrations individuelles et caractérisent ces dernières uniquement par la dimension forcée, alors que les processus de migration mêlent liberté et contraintes. Dans une perspective plus large, ce qui me semble important à souligner, c'est la différence entre 'migrant(e)s' et 'voyageur(e)s'. Ce qui, selon moi, différencie les discours sur les personnes en mobilité, ce n'est pas le degré (sous-estimé) de volontarisme motivant leur mouvement mais le fait qu'elles sont traitées différemment dans les discours sociaux dominants. Ces derniers légitiment le voyage par opposition au mouvement, considéré comme illégitime, appelé 'migration'⁷. Puisque ces discours sont de nature sociale et même des pratiques sociales, les deux termes ne se limitent pas à être des catégories purement linguistiques – si tant est qu'il en existe – mais leur emploi a pour effet de rendre des individus illégitimes, voire illégaux au sens juridique. Évidemment, des analyses critiques des discours sur la migration en Allemagne soulignent le fait que ces discours font la différence entre les 'bon(ne)s' et les 'mauvais(es) migrant(e)s', ce qui se réfère surtout à leur valeur comme force de travail et à la potentielle réduction du manque de main-d'œuvre qualifiée⁸. Il me semble que ce type de discours politique ou économique propose une contreposition aux discours populistes qui réprouvent les migrations mais en utilisant la même argumentation raciste : il ne change en rien la connotation négative du terme "migration" ni le fait qu'on attende une justification de la présence de ceux/celles labellisés comme migrant(e)s – seule la présence des "bon(ne)s migrant(e)s" (ou même de élites migrantes¹⁰) est justifiée. On ne désigne

quasiment jamais un(e) Européen(ne) blanc(he) du Nord ou de l'Ouest comme migrant(e)¹¹."

Marie ► Anna

"Il me semble qu'un épisode de ma migration entre l'Italie et l'Allemagne fait justement référence à ce que tu mentionnes. Sur la route, j'ai entendu à la radio un entretien de François Crépeau, rapporteur spécial sur le droit des migrants aux Nations unies. Il intervenait à la suite des morts de Lampedusa. Il dénonçait le paradoxe et l'hypocrisie de la gestion de la migration telle qu'elle est pratiquée en Europe (notamment par rapport aux réglementations de Dublin)¹², car elle engendre des situations de non-droit pour les migrant(e)s. Son discours me paraissait assez convaincant. Après la lecture de ton texte, je l'ai réécouté plus attentivement et ai remarqué qu'il reprenait les arguments économiques utilitaristes¹³ que tu évoques. François Crépeau critique le populisme diffus du discours politique qui empêche de parler de l'existence d'un marché du travail pour les "migrant(e)s". La migration est nécessaire à l'économie. Il se place donc ici du point de vue de l'employeur. En même temps, François Crépeau déplore que les migrant(e)s ne soient pas représenté(e)s, n'ayant pas le droit de vote, et il propose une modification juridique de leurs statuts. Ce qui est problématique c'est le caractère excluant attaché à la catégorie 'migrant'."

Anna ► Marie

"La formulation politiquement correcte allemande de '(Mensch mit) Migrationshintergrund'¹⁴ qui vise à

7. Traduction personnelle de la version allemande de *Stranieri Ovunque* (Turin, 2002), accessible sur : <https://andiewaisendesexistierenden.noblogs.org/files/2011/03/andieumherirrenden.pdf>.

8. Il faut noter que dans le contexte allemand, le terme est originaire des discours émancipatifs des personnes concernées, qui ont remplacé les termes excluant comme "Ausländer" (étrangers). Voir Maria Do Castro Varela, Paul Mecheril, "Migration", in Susan Arndt, Nadja Ofuately-Alazard (dir.), *(K)Erben des Kolonialismus im Wissensarchiv deutsche Sprache. Ein kritisches Nachschlagwerk*, Münster, Unrast Verlag, 2011, p. 168. 9. Maria Do Castro Varela, Paul Mecheril, "Migration", *op. cit.*, p. 155. 10. Jürgen Erfurt, Maria Amelina (dir.), "Elitenmigration und Mehrsprachigkeit", in *Osnabrücker Beiträge zur Sprachtheorie*, n° 75, 2008. 11. Noah Sow, "Migrant", in Susan Arndt, Nadja Ofuately-Alazard (dir.), *op. cit.*, pp. 444-445. 12. À ce sujet, voir un entretien radiophonique diffusé le 19 décembre 2013 sur la chaîne suisse RTE.

13. Alain Maurice, "Le travail en questions. Étrangers au travail : limites de l'utilitarisme migratoire", *Dossier documentaire*, Centre de ressources emploi formation (Crefor) de Haute-Normandie, 2007.

remplacer le simple 'migrant', atteste que ce dernier terme est connoté négativement, comme tu viens de le montrer avec l'exemple de Crépeau. Ce nouveau synonyme porte cette même connotation négative dissimulée derrière un terme plus complexe, prétendument objectif. Cette terminologie crée un amalgame entre un grand nombre de personnes qui n'ont pas l'expérience de la 'migration' et celles déjà cataloguées comme 'migrantes'. Par là l'exclusion et la prévalence du droit du sang sont perpétuées¹⁴. Dans ce sens, en Moldavie, je suis une voyageuse, je ne suis pas une migrante allemande, je n'ai pas d'arrière-plan migratoire, et je n'en aurai jamais."

Marie ► Anna

"L'emploi de cette terminologie, qui en France s'exprime en termes de génération, est d'autant plus révélatrice de l'idéologie sous-jacente et raciste qu'elle ne s'applique quasiment qu'aux minorités dites 'visibles' par la couleur de peau ou par le nom. Ma mère est espagnole, pourtant je ne suis jamais cataloguée comme fille de migrante. Cela s'explique peut-être aussi par d'autres privilèges qui relèvent du capital social."

Anna ► Marie

"Mercredi, j'ai assisté à une conférence ennuyeuse, à côté de mon collègue moldave Ivan, historien bulgariste (comme il dit) passionné de l'histoire de la population bulgare en Moldavie. Né et élevé dans une petite ville du sud de la Moldavie dans une famille moldave, bulgare et rom, il m'a raconté qu'il avait entendu que les Roms en France recevaient 300 euros s'ils se laissaient expulser de France. Pourquoi ne pas aller visiter Paris et avoir un retour gratuit plus 300 euros ?, ironisait-il. Sa première grande expérience de voyage (ou de migration) a

été celle d'arriver à Chişinău, où il s'était inscrit à la faculté d'histoire.

Jeudi, une collègue moldave partageait un lien sur Facebook avec le titre '*La France a trouvé où expulser les Gitans. On envoie tous les Gitans de l'Union européenne en Ukraine*¹⁵'. Dans le cadre des tentatives de l'Ukraine pour devenir membre de l'Union européenne, le gouvernement ukrainien a publié l'ordonnance n° 201 du 8 avril 2013 sur une stratégie visant à intégrer la minorité rom en Ukraine. L'ordonnance semble se référer au fait que les Roms subissent des discriminations en France. C'est pour cette raison qu'on leur propose de vivre de façon permanente en Ukraine, où de telles discriminations n'auraient pas lieu (idée probablement contestable, d'ailleurs). Ce qui me frappe c'est que la diplomatie puisse décider du destin d'un groupe de personnes sans leur demander leur avis... Mais ce n'était pas ce qui passionnait les commentateurs de l'article – qui se moquaient de l'idée d'une culture gitane et plaignaient plutôt les pauvres Ukrainien(ne)s...

Le fait que l'Union européenne expulse les Roms était vu comme une confirmation de leur 'insupportabilité' (si même la trop tolérante UE, qui s'arrange des Arabes et des Africain(e)s, ne les supporte pas...) et non pas comme la preuve que l'UE n'est pas aussi tolérante qu'on veut bien le faire croire.... Cette situation est un bon exemple de mes doutes sur mon rôle de chercheuse depuis que j'ai commencé à travailler sur ce terrain. Je me demandais s'il fallait que j'intervienne.

Comment me comporter dans la vie quotidienne ? Surtout si le prétexte du voyage est un but scientifique ? Il est certain que mon origine sociogéographique comme ma profession modifie ma possibilité d'intervenir dans les discours. Mais ce qui fait partie du dilemme, c'est aussi que je ne suis pas venue en tant que militante, mais comme chercheuse dans le cadre d'un projet de recherche préexistant, dont j'essaie de cerner les dimensions politiques. Bref, la question qui se pose est :

¹⁴. Personne avec un arrière-plan migratoire. ¹⁵. Noah Sow, "Migrant", *op. cit.*, p. 444 ; Deniz Utlu, "Migrationshintergrund.

Ein metaphernkritischer Kommentar", in Susan Arndt, Nadja Ofuately-Alazard (dir.), *op. cit.*, pp. 445-448.

¹⁶. Traduction personnelle, <http://vg-news.ru/news/20130449270.html>.

© HENRI BOKILO-BOURSIER, 2014

Qu'est-ce que je fais ici ? Mon but est d'apprendre et de comprendre les arguments et les discours en vigueur dans le contexte donné, ce qui veut dire que je dois les écouter. Je suis persuadée que nous ne pouvons que progresser dans nos luttes par le dialogue. En même temps, il y a des limites à ce qu'on peut tolérer, mais c'est moins clair pour moi dans une société que je connais moins bien. Dans un nouveau contexte, je dois avant tout apprendre et je ne peux pas tout simplement y transférer mon expérience sociale et politique et appliquer les mêmes stratégies."

Marie ► Anna

"Je me suis retrouvée dans une situation analogue l'an dernier lors d'un rassemblement pour l'indépendance du Tyrol du Sud. La ville de Merano regorgeait ce jour-là de personnes habillées en costumes 'traditionnels' *sudtyroliens*, beaucoup de familles avec enfants, des stands de représentants de minorités autochtones d'Europe et beaucoup de drapeaux aussi¹⁷. J'ai ressenti un profond

malaise, voire une hostilité pernicieuse. Je me suis sentie personnellement touchée, même si je n'étais qu'une étrangère, peut-être justement parce que j'étais étrangère. Dans le cadre de mes recherches¹⁷, il aurait été certainement intéressant de mener des entretiens avec des gens impliqués dans la manifestation. Outre le fait que je n'étais pas préparée matériellement et méthodologiquement, j'étais littéralement submergée par mon mal-être et j'aurais été incapable de dissimuler ma gêne. L'implicite de ce mouvement nationaliste qui déborde les rangs des activistes, la mise en scène d'une '*Heimat*¹⁸' qui se réclamait d'un mouvement international des minorités, étaient avant tout excluants. C'est ainsi que je le ressentais. Il s'agissait d'affirmer des frontières, des rites, des traditions – 'à défendre' de qui, contre qui ?

Je ne peux pas faire abstraction de mon moi politique dans mes recherches car il est indissociable de ma façon de lire, d'analyser et de comprendre mes expériences en général. Je considère que ces processus de compréhension et de positionnement sont en mouvement permanent. Mais le cadre dans lequel s'inscrit cette recherche académique pose problème car il est inséparable d'un idéal scientifique (positiviste) d'objectivité et de mise à distance du sujet. Le mot est lancé : dans quel régime de légitimité est-ce que je m'inscris ? En tant qu'apprentie chercheuse, allophone n'appartenant à aucun des groupes linguistiques répertoriés autochtones et ne me reconnaissant comme d'aucun groupe, qui suis-je pour porter sinon un jugement, du moins un regard critique sur des situations ? Cette question est d'autant plus aiguë que les études portant sur les mouvements régionalistes, les langues régionales ou les dynamiques de minorisation sont souvent menées par des chercheur(e)s autochtones ayant des positions politiques partisans.

Parfois, mon étrangeté a été bien commode mais lorsque j'ai commencé à travailler sur la thématique des langues dites 'minoritaires', j'ai été plusieurs fois mise à l'index du fait de mon origine française et qui plus est parisienne, car associée au centralisme

'à la française'. C'est à croire qu'avant même d'ouvrir la bouche, j'incarnais le jacobinisme parisien ! Ah, ces catégories que l'on crée, dont on dépend et dont est victime et déclencheur à la fois !"

Anna ► Marie

"Tu as raison, prendre position dans un contexte étranger, comme résidente étrangère (c'est un label qu'on m'a donné, bien sûr, entre autres pour me dire que je ne savais rien de la situation politique), c'est surtout une question de légitimité. Mais c'est aussi bien une contradiction à la base d'une recherche ethnographique qui se veut critique : prendre la contre-position des informant(e)s ou partenaires de recherche fait courir le risque de détruire la confiance nécessaire pour toute recherche ethnographique.

Pour défendre une position politique à long terme, nous avons besoin d'allié(e)s – il est toujours difficile d'en trouver et, parfois, cela me semble quasiment impossible en Moldavie. Souvent, il faut du temps... Lentement, et pas toujours patiemment, j'ai trouvé des gens, des femmes toujours, avec des intérêts partagés, naturellement très différentes de celles que je trouve dans certains lieux de Francfort (et je ne pense pas à l'université).

Je suis, sans aucun doute, encore plus seule avec mes convictions politiques à Chişinău que je ne l'étais en Allemagne. Cela veut dire que j'aurais du mal à entretenir mes amitiés et connaissances, si je commentais tout ce que je trouve, véritablement, inacceptable. Les deux issues possibles sont les suivantes : dire ce que je pense (et risquer de perdre certains de mes privilèges) car je ne resterai pas toujours là (et donc je peux supporter un certain isolement) ou me taire parce que je ne suis pas là pour toujours (et parce que je dois supporter les contradictions pour un temps limité). Ces deux possibilités renvoient clairement à mon privilège d'être en Moldavie en voyage, de façon temporaire et effectivement volontaire, de pouvoir

17. "Unabhängigkeitstag à Merano", le 18 mai 2013, reportage vidéo de la RAI Bolzano.

18. Je m'intéresse, entre autres, aux dynamiques de minorisations dans cette province.

rentrer dans mon contexte, laissant le site de recherche derrière moi (fait décrit par Arjun Appadurai comme le problème de l'espace négligé en anthropologie et d'une place trop souvent définie à travers les gens ou les groupes qui l'habitent²⁰).

Mais mes privilèges ne se limitent pas au fait que je puisse partir quand je le veux. Je traverse les ponts-levis de la forteresse Europe dans toutes les directions. Je peux (re)venir quand je le veux grâce au financement des fonds de recherche, alors même que j'aurais les moyens de financer ce voyage sur mes propres deniers, contrairement à la majorité de mes collègues, connaissances, ami(e)s, allié(e)s. Je ne me réfère pas seulement à ceux qui vivent en Moldavie et aimeraient voyager, migrer (en roumain : *peste hotare*), chose beaucoup plus difficile à cause des visas et bien sûr pour des raisons financières. C'est aussi le cas des 'migrant(e)s' moldaves qui travaillent et vivent en Allemagne et ailleurs et qui aimeraient rentrer en Moldavie, pour des vacances ou pour toujours.

À cela s'ajoute le privilège qui était le point de départ de ce que je viens d'écrire – à savoir que je suis toujours la bienvenue en Moldavie, voyageuse légitime, alors que dans la majorité des cas les Moldaves en Allemagne, en France, en Russie ou au sein d'autres États sont dans l'obligation de justifier leur présence, car ils/elles sont considéré(e)s comme des 'migrant(e)s'.

Mes nombreux privilèges ne rendent pas moins douloureuses les contradictions liées au fait de devoir se positionner et de faire de la recherche dans un "autre" contexte social et culturel. Cette réflexion sur les privilèges accentue la responsabilité d'intervenir dans les débats, surtout dans mon domaine, la sociolinguistique allemande (étroitement liée

à celle d'Europe de l'Ouest). Mais je dois aussi trouver des stratégies et des moyens de me positionner dans des débats moldaves."

Marie ► Anna

"Dans ce que tu écris, je devine le malaise d'une asymétrie entre ta mobilité de privilégiée et la situation de tes contacts en Moldavie. Finalement, peut-on faire l'impasse du distinguo 'voyageur' 'migrant' ? J'ai été beaucoup moins confrontée à cette question au Tyrol du Sud, peut-être à cause du fait de la prégnance de l'opposition autochtone/allochtone, finalement beaucoup plus statique, mais certainement aussi du fait de la situation socio-économique plus avantageuse. L'implication politique ou personnelle dans les recherches me semble inévitable, de même que les catégorisations réductrices. Les reconnaître dans la mesure du possible me semble engager la responsabilité du chercheur mais cela représente également un défi assez complexe à relever dans le processus d'affirmation de la voix/e de l'apprentie chercheur."

Anna et Marie

"Cette responsabilité se traduit aussi par le choix des mots que nous utilisons, d'autant plus sur un terrain miné par le racisme comme l'est celui des discours sur la migration. Il faut trouver des façons de nommer non seulement les positions d'autrui mais également les nôtres – en cela, la notion de privilège devient importante pour développer un langage critique." ■

19. Terme non traduisible littéralement, qui désigne à la fois le *chez-soi*, la partie, la maison, le village, le pays.

20. Arjun Appadurai, "Introduction : place and voice in anthropological theory", in *Cultural Anthropology*, vol. 3, n° 1, 1988, p. 16.